

#### 1. Collectivités de l'Atlantique

##### Clarenville

Clarenville est un important centre régional qui sert la côte est de Terre-Neuve. Bien que les emplois dans cette collectivité soient grandement tributaires de l'industrie de la pêche, les secteurs du commerce de détail, de la fabrication, de la construction et de la santé et des services sociaux sont également des fournisseurs d'emploi importants.

En 2002-2003, le taux de chômage y a augmenté de 0,8 point de pourcentage pour s'établir à 21,4 %, près du triple du taux de chômage national de 7,6 %. Les prestations régulières et les prestations de pêcheur ont augmenté en conséquence de 4,5 %, passant de 6 700 en 2001-2002 à 7 000 en 2002-2003. De même, la proportion de prestataires fréquents a augmenté pour passer à près de 73 %, en hausse par rapport à 70,0 % en 2001-2002. À plus du double de la moyenne nationale de 35,7 %, ils continuent de compter pour une proportion importante des prestataires dans la collectivité.

Malgré l'augmentation du nombre de prestations, la durée moyenne d'utilisation des prestations a diminué d'une semaine, passant de 25 à 24 semaines en 2002-2003. Les prestations hebdomadaires moyennes ont augmenté de 3,7 % pour atteindre 305 \$. Ces données reflètent l'augmentation des salaires.

Dans la collectivité de Clarenville, l'assurance-emploi est une source de revenu très importante. En 2001, 59,0 % des salariés ont reçu des prestations d'assurance-emploi, ce qui

correspond à environ quatre fois la moyenne nationale de 15,0 %. De plus, les prestations représentaient 19,6 % de la valeur des revenus d'emploi, une proportion environ 10 fois supérieure à la moyenne nationale de 2,0 %.

##### Île-du-Prince-Édouard

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard repose en grande partie sur des secteurs d'activité très saisonniers, en particulier le tourisme, l'agriculture et la pêche.

En 2002-2003, le taux de chômage y est passé à 11,9 %, une légère diminution par rapport à 12,1 % au cours de la période de référence précédente. Le nombre de prestations régulières et de prestations de pêcheur a également diminué légèrement (-1,6 %), pour s'établir à 22 820. La diminution du nombre de prestations découle d'une réduction de 7,0 % du nombre de prestations de pêcheur. La proportion de prestataires fréquents a augmenté pour s'établir à 69,1 %, deux fois la moyenne nationale et 2,0 points de pourcentage de plus que pour la période de référence précédente. Cela rejoint la diminution du nombre total de prestations régulières et de prestations de pêcheur, car le nombre de prestataires fréquents a tendance à demeurer relativement constant lorsque la situation économique change, ce qui fait qu'ils comptent pour une proportion plus grande du nombre de prestations lorsque le nombre total de prestations diminue. La durée moyenne d'utilisation des prestations a augmenté légèrement (+0,7 semaine), passant à 22,6 semaines. Les prestations hebdomadaires moyennes ont augmenté de 4,7 %, pour s'établir à 296 \$, reflétant l'augmentation des salaires.

<sup>1</sup> Les taux de chômage indiqués sont ceux des régions de l'assurance-emploi auxquelles appartiennent les diverses collectivités; il se peut donc qu'ils diffèrent très légèrement des taux observés dans les collectivités mêmes. Les données d'assurance-emploi sont celles de l'exercice 2002-2003. Les statistiques sur le revenu proviennent de l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour l'année civile 2001.

<sup>2</sup> Les données d'assurance-emploi citées dans ce rapport portent sur les prestations régulières et de pêcheur; on n'y trouve aucune donnée sur les prestations spéciales.

En raison du caractère saisonnier de son économie, l'Île-du-Prince-Édouard est largement tributaire de l'assurance-emploi. En 2001, 37,2 % des salariés ont reçu des prestations d'assurance-emploi. De plus, les prestations correspondaient à 9,5 % du revenu d'emploi total, soit presque cinq fois plus que la moyenne nationale.

### Truro

Truro est un centre régional situé à l'extrémité de la baie de Fundy, en Nouvelle-Écosse. Les secteurs de la fabrication et du tourisme jouent un rôle important dans son économie; la pêche y occupe une place moindre.

En 2002-2003, le taux de chômage y a atteint 9,8 %, soit une baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à la période de référence précédente. Le nombre de demandes de prestations régulières et de prestations de pêcheur a diminué en conséquence (-1,2 %), pour s'établir à 4 290. La durée moyenne d'utilisation des prestations est demeurée relativement stable à 19,7 semaines (-0,2 semaine) par rapport à 2001-2002. La proportion de prestataires fréquents a diminué de 2,2 points de pourcentage, pour passer à 43,4 %, mais elle est toujours bien supérieure à la moyenne nationale. Les prestations hebdomadaires moyennes sont demeurées relativement stables à 275 \$ (+1 \$).

Comme dans bien des petites collectivités de l'Atlantique, l'assurance-emploi joue un rôle important dans l'économie de Truro. En 2001, 22,4 % des salariés ont reçu des prestations d'assurance-emploi. De plus, 3,6 % du revenu d'emploi total provenaient des prestations d'assurance-emploi, soit près du double de la moyenne nationale.

### Miramichi

Miramichi est situé dans le comté de Northumberland, dans le nord-est du Nouveau-Brunswick. L'emploi y est très saisonnier, la pêche, la foresterie et le tourisme étant les principales activités économiques.

En 2002-2003, le taux de chômage y était de 16,6 %, en baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à la période de référence précédente, soit encore plus du double de la moyenne nationale de 7,6 %. Le nombre total de prestations régulières et de prestations de pêcheur a baissé à 4 600, en baisse de 1,7 %, en raison d'une diminution du nombre de prestations régulières. Les prestataires fréquents comptaient pour 62,2 % des prestataires, en hausse par rapport à 57,1 % en 2001-2002. Ce résultat correspond au déclin du nombre total de demandes de prestations. La proportion des prestations admissibles qui ont été utilisées a augmenté de près de 4 points de pourcentage,

**Tableau 1**  
**Collectivités de l'Atlantique**

Collectivité	Taux de chômage*		NVA** (heures)		Période de prestations (semaines)		Durée***		Prestations hebdomadaires		% de femmes	% de prestataires fréquents
	02-03	Δ	02-03	01-02	02-03	Δ %	02-03	Δ	02-03	Δ \$	02-03	02-03
Clareville	21,4 %	0,8	420	420	37,3	1,4	66,7 %	-2,8	305 \$	11	36,3	72,7
Î.-P.-É.	11,9 %	-0,2	478	470	32,7	1,6	71,5 %	-0,3	296 \$	13	37,2	69,1
Truro	9,8 %	-0,6	554	531	33,0	-3,2	62,9 %	1,3	275 \$	1	38,0	43,4
Miramichi	16,6 %	-0,6	420	420	38,6	-2,8	68,2 %	3,9	306 \$	4	35,9	62,2

Δ = Variation (la variation est exprimée en points de pourcentage pour le taux de chômage et la durée)  
 \* Taux de chômage annuel moyen  
 \*\* Norme variable d'admissibilité exprimée en nombre moyen d'heures d'emploi assurable  
 \*\*\* Durée de la période réelle de prestations exprimée en pourcentage de la période de prestations

## Annexe 4 – Profils de collectivités

passant de 64,3 % à 68,2 %, tandis que la durée moyenne d'utilisation des prestations a augmenté légèrement (+0,8 semaine), pour s'établir à 25,7 semaines. Les prestations hebdomadaires moyennes ont augmenté de 1,1 %, atteignant 306 \$.

L'assurance-emploi contribue beaucoup à la stabilisation du revenu à Miramichi. En 2001, 39,5 % des salariés ont reçu des prestations. Ces dernières représentaient près de 11,0 % du revenu d'emploi total, soit plus de cinq fois la moyenne nationale.

### 2. Collectivités du Québec

#### Repentigny

La collectivité de Repentigny est située à l'est de Montréal, sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent. Les principaux secteurs d'emploi sont ceux de la fabrication et du commerce de détail. La forte dépendance de la construction, de l'agriculture, de la foresterie et des industries connexes diminue peu à peu.

En 2002-2003, Repentigny avait un taux de chômage de 8,7 %, en baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à la période de référence précédente. Cependant, le nombre de prestations régulières a augmenté de 1,8 %, pour s'établir à 18 420, probablement parce que le taux de chômage était plus élevé au début de l'exercice. Le nombre de prestataires fréquents, bien qu'il soit toujours supérieur à la moyenne nationale de 35,7 %, a diminué à 39,5 % (-1,1 point de pourcentage) en 2002-2003, ce qui

correspond à une augmentation du nombre total de prestations régulières. La durée moyenne d'utilisation des prestations est demeurée relativement stable à 17,7 semaines, et les prestations hebdomadaires moyennes ont augmenté de 2,8 %, pour s'établir à 298 \$.

Repentigny dépend quelque peu de l'assurance-emploi, puisque 20,7 % des salariés ont reçu des prestations en 2001. Ces prestations représentaient 2,8 % du revenu d'emploi total, soit près de 50 % de plus que la moyenne nationale de 2,0 %.

#### Montréal centre-est

La collectivité de Montréal centre-est est largement francophone, une proportion croissante de la main-d'œuvre étant constituée de travailleurs de plus de 55 ans. Les principaux secteurs d'emploi sont ceux de la santé et des services sociaux, du commerce de détail et des services gouvernementaux.

En 2002-2003, le taux de chômage y était de 8,4 %, en hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à la période de référence précédente. Les prestations d'assurance-emploi ont chuté de 6,0 %, pour s'établir à 8 250, et la proportion des prestataires fréquents a diminué pour la sixième année consécutive, passant de 30,5 % en 1997-1998 à 20,1 % en 2002-2003, bien en deçà de la moyenne nationale de 35,7 %. La durée moyenne d'utilisation des prestations a augmenté légèrement (+0,2 semaine), passant à

**Tableau 2**  
**Collectivités du Québec**

Collectivité	Taux de chômage*		NVA** (heures)		Période de prestations (semaines)		Durée***		Prestations hebdomadaires		% de femmes	% de prestataires fréquents
	02-03	Δ	02-03	01-02	02-03	Δ %	02-03	Δ	02-03	Δ \$	02-03	02-03
Repentigny	8,7 %	-0,2	588	584	31,4	-1,9	59,1 %	0,1	298 \$	8	38,5	39,5
Montréal centre-est	8,4 %	0,1	595	607	32,0	2,9	61,5 %	-1,8	294 \$	5	44,2	20,1

Δ = Variation (la variation est exprimée en points de pourcentage pour le taux de chômage et la durée)  
 \* Taux de chômage annuel moyen  
 \*\* Norme variable d'admissibilité exprimée en nombre moyen d'heures d'emploi assurable  
 \*\*\* Durée de la période réelle de prestations exprimée en pourcentage de la période de prestations

19,3 semaines en 2002-2003, et les prestations hebdomadaires moyennes ont augmenté de 1,7 %, pour s'établir à 294 \$.

L'assurance-emploi contribue modérément à la stabilisation du revenu dans la collectivité de Montréal centre-est, où 16,6 % des salariés ont reçu des prestations en 2001. Ces prestations représentaient 2,2 % du revenu d'emploi, comparativement à la moyenne nationale de 2,0 %.

### 3. Collectivités de l'Ontario

#### Toronto-centre

La collectivité de Toronto-centre est située dans la plus vaste zone urbaine du Canada. Dans cette collectivité à l'aise, les revenus d'emploi moyens atteignent plus du double du niveau national. La proportion de personnes détenant un diplôme d'études postsecondaires y est très élevée, et les emplois sont en majorité de nature administrative ou professionnelle.

En 2002-2003, le taux de chômage y était de 7,4 %, en hausse de près de 1 point de pourcentage (+0,9) par rapport à la période de référence précédente, mais semblable à la moyenne nationale de 7,6 %. Cependant, les demandes de prestations régulières ont diminué de 13,9 % pour s'établir à 3 280, ce qui ressemble aux données nationales. La diminution du nombre de prestations d'assurance-emploi dans un milieu où le taux

de chômage augmente ou est stable révèle une croissance de la population active supérieure à la croissance de l'emploi, phénomène qui reflète l'arrivée d'un grand nombre de personnes dans ce qu'on croit être un marché du travail florissant. La proportion de prestataires fréquents a chuté de 6,6 % en 2001-2002 à 6,1 % au cours de la période de référence actuelle. Comme dans la plupart des grandes villes, la plupart des salariés occupent un emploi à temps plein, toute l'année, d'où la faible proportion de prestataires fréquents par rapport à la moyenne nationale. La durée moyenne d'utilisation des prestations est passée de 19,5 semaines à 18,6 semaines en 2002-2003. La diminution importante de ces deux indicateurs reflète également la reprise des activités du marché du travail. Les prestations hebdomadaires moyennes sont demeurées relativement stables à 357 \$ (+1 \$).

L'assurance-emploi ne joue qu'un rôle limité dans l'économie de Toronto-centre, puisque seuls 5,9 % des salariés ont reçu des prestations en 2001. De plus, les prestations ne représentaient qu'un montant négligeable du revenu d'emploi total (0,3 %).

**Tableau 3**  
**Collectivités de l'Ontario**

Collectivité	Taux de chômage*		NVA** (heures)		Période de prestations (semaines)		Durée***		Prestations hebdomadaires		% de femmes	% de prestataires fréquents
	02-03	Δ	02-03	01-02	02-03	Δ %	02-03	Δ	02-03	Δ \$	02-03	02-03
Toronto-centre	7,4 %	0,9	633	674	32,4	4,9	58,9 %	-4,4	357 \$	1	48,5	6,1
Hamilton Mountain	6,7 %	0,5	656	674	30,5	5,2	54,6 %	-5,1	320 \$	-7	44,5	20,1

Δ = Variation (la variation est exprimée en points de pourcentage pour le taux de chômage et la durée)  
 \* Taux de chômage annuel moyen  
 \*\* Norme variable d'admissibilité exprimée en nombre moyen d'heures d'emploi assurable  
 \*\*\* Durée de la période réelle de prestations exprimée en pourcentage de la période de prestations

### Hamilton Mountain

Située dans la ville de Hamilton, Hamilton Mountain est une collectivité où le secteur des services occupe une place prépondérante. Bien que le secteur des services, particulièrement la santé et les services sociaux, le commerce de détail et les services gouvernementaux, fournisse la majorité des emplois, l'économie de la collectivité dépend énormément de la santé de l'industrie de la fabrication, en particulier de l'industrie sidérurgique.

Le taux de chômage était de 6,7 % en 2002-2003, en hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à la période de référence précédente. Cependant, les demandes de prestations régulières ont diminué de 5,1 %, pour s'établir à 6 360, et la durée moyenne d'utilisation des prestations a chuté de 0,8 semaine, pour s'établir à 16,5 semaines. Ces résultats, qui ressemblent aux indicateurs pour Toronto-centre et aux résultats nationaux, révèlent que le marché du travail attire plus de travailleurs que l'on ne crée d'emplois. Les prestations hebdomadaires moyennes ont diminué de 7 \$, pour passer à 320 \$, ce qui reflète peut-être une augmentation de la proportion de travailleurs du secteur des services et qui touchent des prestations et dont le salaire est généralement inférieur à celui des travailleurs de l'industrie de la fabrication. La proportion de prestataires fréquents à Hamilton Mountain, à 20,1 %, est considérablement moins élevée que la moyenne nationale de 35,7 %, bien qu'elle soit assez élevée pour un centre urbain. Ces données montrent que la région est tributaire du secteur de la fabrication.

L'assurance-emploi ne joue qu'un rôle limité dans l'économie locale de Hamilton Mountain, où seuls 9,9 % des salariés ont reçu des prestations en 2001. De plus, l'assurance-emploi ne compte que pour 1,2 % du revenu d'emploi total de la collectivité.

### 4. Collectivités des Prairies et du Nord

#### Saint-Boniface

La collectivité de Saint-Boniface est située dans la banlieue de Winnipeg. La plupart des emplois se trouvent dans les secteurs de la fabrication, de la construction, des services aux entreprises, du commerce de détail et de l'éducation.

En 2002-2003, le taux de chômage y était de 5,3 %, inchangé par rapport aux deux périodes de référence précédentes et bien en deçà de la moyenne nationale de 7,6 %. Les prestations régulières ont augmenté de 3,8 %, passant de 3 700 en 2001-2002 à 3 840 au cours de la période de référence actuelle, mais la durée moyenne d'utilisation des prestations a diminué de 0,7 semaine, pour s'établir à 16,2 semaines. L'augmentation du nombre de prestations, malgré le taux de chômage peu élevé, est probablement attribuable au grand nombre de mises à pied et de régimes de travail partagé imposés par un grand fabricant d'autobus interurbains. La proportion de prestataires fréquents est demeurée relativement stable par rapport à la période de référence précédente (+0,6 point de pourcentage), à 26,8 %. Comme d'autres collectivités urbaines qui dépendent des secteurs de la fabrication et de la construction, Saint-Boniface compte une proportion de prestataires fréquents relativement élevée pour une collectivité urbaine, mais cette proportion est quand même inférieure à la moyenne nationale de 35,7 %.

La santé économique de la collectivité étant relativement bonne, l'assurance-emploi y joue un rôle limité. Seuls 10,3 % des salariés ont reçu des prestations d'assurance-emploi en 2001, qui ne constituaient que 1,2 % du revenu d'emploi total à Saint-Boniface, moins que la moyenne nationale de 2,0 %.

## Prince Albert

Prince Albert est un centre de services et de transformation situé au coeur d'une région agricole et forestière, au centre de la Saskatchewan.

Le taux de chômage y était de 14,2 % en 2002-2003, en baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2001-2002. Cependant, les prestations régulières et les prestations de pêcheur ont augmenté de 3,5 %, passant de 3 720 en 2001-2002 à 3 850 au cours de la présente période de référence. Cette augmentation est probablement attribuable au fait que près de la moitié des prestataires de la collectivité occupent un emploi saisonnier. Par conséquent, le nombre de demandes de prestations d'assurance-emploi établies d'une année à l'autre varie beaucoup. Malgré l'augmentation des demandes de prestations, les autres indicateurs de l'assurance-emploi étaient en général positifs en 2002-2003. La durée moyenne d'utilisation des prestations a diminué légèrement pour passer de 19,4 semaines à 19 semaines par rapport à la période de référence précédente, et les prestations hebdomadaires moyennes ont augmenté relativement peu, pour s'établir à 320 \$ (+1 \$). La proportion de prestataires fréquents est demeurée

relativement stable, à 39,5 % (+0,3 point de pourcentage), ce qui est supérieur à la moyenne nationale de 35,7 %, comme c'est le cas dans la plupart des régions du pays où les activités économiques saisonnières prédominent.

Prince Albert dépend quelque peu de l'assurance-emploi, puisque 17,0 % des salariés ont reçu des prestations en 2001. Les prestations comptaient pour 3,0 % du revenu d'emploi total, soit 50 % de plus que la moyenne nationale de 2,0 %.

## Calgary-centre

Calgary-centre est une collectivité urbaine largement tributaire de l'industrie pétrolière et gazière. Toutefois, la collectivité a réduit sa dépendance envers l'énergie, en élargissant son assise économique grâce aux services à l'entreprise et aux industries du transport. Parmi les autres secteurs clés, mentionnons ceux de la fabrication, de la construction, du commerce de détail, des télécommunications, de l'éducation et de la santé.

En 2002-2003, le taux de chômage y a augmenté de 1,4 point de pourcentage, pour passer à 6,0 %. Même s'il s'agit d'une augmentation considérable, ce taux est très inférieur au taux de chômage national de 7,6 %. Le nombre de prestations régulières a diminué légèrement (1,8 %), passant de 4 980

**Tableau 4**  
**Collectivités des Prairies et du Nord**

Collectivité	Taux de chômage*		NVA** (heures)		Période de prestations (semaines)		Durée***		Prestations hebdomadaires		% de femmes	% de prestataires fréquents
	02-03	Δ	02-03	01-02	02-03	Δ %	02-03	Δ	02-03	Δ \$	02-03	02-03
Saint-Boniface	5,3 %	0,0	700	700	26,6	-1,5	61,7 %	2,1	313 \$	20	43,2	26,8
Prince Albert	14,2 %	-0,3	420	420	39,5	0,5	49,7 %	-1,2	320 \$	1	31,4	39,5
Calgary-centre	6,0 %	1,4	685	700	29,0	-2,0	65,1 %	3,5	333 \$	-8	33,7	12,1
Yellowknife	25,0 %	0,0	420	420	42,1	0,2	58,2 %	10,8	384 \$	17	27,7	14,9

Δ = Variation (la variation est exprimée en points de pourcentage pour le taux de chômage et la durée)  
 \* Taux de chômage annuel moyen  
 \*\* Norme variable d'admissibilité exprimée en nombre moyen d'heures d'emploi assurable  
 \*\*\* Durée de la période réelle de prestations exprimée en pourcentage de la période de prestations

en 2001-2002 à 4 890 au cours de la période de référence actuelle. Toutefois, la durée moyenne d'utilisation des prestations a grimpé légèrement, passant de 18,0 semaines (période de référence précédente) à 18,4 semaines. Seule une petite proportion des prestataires d'assurance-emploi était composé de prestataires fréquents (12,1 %), comparativement à la moyenne nationale de 35,7 %. Les prestations hebdomadaires moyennes ont chuté de 2,4 %, passant de 341 \$ à 333 \$.

L'assurance-emploi ne joue qu'un rôle limité dans l'économie de la collectivité de Calgary-centre, puisque seuls 8,0 % des salariés y ont reçu des prestations. En outre, les prestations ne comptent que pour 0,6 % du revenu d'emploi, soit moins du tiers de la moyenne nationale.

### Yellowknife

Capitale des Territoires du Nord-Ouest, Yellowknife est le principal centre gouvernemental et administratif de la région. Son économie repose dans une certaine mesure sur les secteurs des mines et de la construction.

Bien que le taux de chômage de la région de l'assurance-emploi soit fixé à 25 %, celui de la ville de Yellowknife était de 7,2 %, légèrement inférieur au taux de chômage national de 7,6 % en 2002-2003. Le nombre de prestations d'assurance-emploi a diminué de 7,8 %, passant de 510 en 2001-2002 à 470 en 2002-2003. Toutefois, la durée moyenne d'utilisation des prestations a augmenté considérablement, passant de 19,5 semaines au cours de la période de référence précédente à 24 semaines. Les prestations hebdomadaires moyennes ont augmenté de 4,7 % pour s'établir à 384 \$, ce qui montre que les habitants de Yellowknife ont un revenu supérieur à la moyenne. Seule une petite proportion (14,9 %, en baisse par rapport à

15,7 % durant la période de référence précédente) des prestataires étaient des prestataires fréquents, par rapport à la moyenne nationale de 35,7 %.

La collectivité de Yellowknife dépend assez peu de l'assurance-emploi, puisque seuls 11,0 % des salariés y perçoivent des prestations d'assurance-emploi. De plus, les prestations ne représentaient que 1,2 % du revenu d'emploi, soit moins que la moyenne nationale de 2,0 %.

## 5. Collectivités de la Colombie-Britannique

### Kelowna

Kelowna est un centre de transformation et de services de la vallée de l'Okanagan, région de la Colombie-Britannique où l'agriculture et la coupe du bois sont florissantes.

Le taux de chômage y était de 10,5 % en 2002-2003, en hausse de 0,4 point de pourcentage par rapport à 2001-2002. Le nombre de prestations régulières et de prestations de pêcheur a augmenté de 3,5 %, pour s'établir à 7 400. La durée moyenne d'utilisation des prestations est demeurée relativement stable, à 19,3 semaines (+0,3 semaine), et les prestations hebdomadaires moyennes ont grimpé légèrement (+3 \$), pour passer à 314 \$. Dans l'ensemble, la proportion de prestataires fréquents à Kelowna a diminué pour une sixième année consécutive, passant de 33,5 % en 1997-1998 à 27,2 % en 2002-2003.

Kelowna dépend quelque peu de l'assurance-emploi, car 17,3 % des salariés reçoivent des prestations. Les prestations comptaient pour 2,1 % du revenu d'emploi, près de la moyenne nationale de 2,0 %.

## Surrey

La collectivité de Surrey est située dans la banlieue sud de Vancouver. L'activité économique de Surrey est très diversifiée, les secteurs d'activité étant principalement le commerce, la fabrication, la santé et les autres services et la construction.

En 2002-2003, le taux de chômage y était de 7,8 %, en hausse de près d'un point de pourcentage par rapport à 2001-2002.

Toutefois, le nombre de prestations régulières et de prestations de pêcheur a diminué de 8,3 %, passant de 17 570 en 2001-2002 à 16 110 au cours de la période de référence actuelle. Comme les travailleurs saisonniers comptent pour une grande proportion de la population active de Surrey, surtout dans les secteurs généraux de l'agriculture et de la construction, le nombre de prestations peut varier grandement d'une année à l'autre. La proportion de prestataires fréquents a augmenté très peu, pour passer à 22,8 % (+0,3 point de pourcentage). La durée moyenne d'utilisation des prestations a augmenté de 0,6 semaine pour s'établir à 19,9 semaines. Les prestations hebdomadaires moyennes sont demeurées stables, à 300 \$ (-1 \$).

L'économie de Surrey dépend quelque peu de l'assurance-emploi, puisque 14,8 % des salariés ont reçu également des prestations. Les prestations comptent pour 1,9 % du revenu d'emploi, taux presque identique à celui de la moyenne nationale.

**Tableau 5**  
**Collectivités de la Colombie-Britannique**

Collectivité	Taux de chômage*		NVA** (heures)		Période de prestations (semaines)		Durée***		Prestations hebdomadaires		% de femmes	% de prestataires fréquents
	02-03	Δ	02-03	01-02	02-03	Δ %	02-03	Δ	02-03	Δ \$	02-03	02-03
Kelowna	10,5 %	0,4	525	540	34,5	-0,6	58,4 %	1,3	314 \$	3	39,3	27,2
Surrey	7,8 %	0,9	618	648	29,6	2,1	68,4 %	0,9	300 \$	-1	48,9	22,8

Δ = Variation (la variation est exprimée en points de pourcentage pour le taux de chômage et la durée)  
 \* Taux de chômage annuel moyen  
 \*\* Norme variable d'admissibilité exprimée en nombre moyen d'heures d'emploi assurable  
 \*\*\* Durée de la période réelle de prestations exprimée en pourcentage de la période de prestations